

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AFR 44/021/2013  
21 août 2013

### **« Nous ne nous sommes pas excusés » : Amnesty International ne revient pas sur ses conclusions**

Amnesty International souhaite réagir à la suite des informations parues dans la presse au sujet des déclarations du ministre nigérian des Affaires étrangères, Olugbenga Ashiru, qui prétend qu'Amnesty International a présenté des excuses pour des erreurs factuelles concernant son rapport de 2012 sur des violations des droits humains commises par les forces de sécurité nigérianes.

Amnesty International est extrêmement déçue par ces commentaires du ministre. Le gouvernement devrait faire la preuve de ses engagements à l'égard des droits humains en enquêtant sur les allégations crédibles et sérieuses de violations des droits humains perpétrées par ses forces de sécurité.

Amnesty International ne revient pas sur les conclusions de son rapport *Trapped in the cycle of violence* rendu public en novembre 2012.

Amnesty International n'a jamais – ni publiquement ni en privé – présenté d'excuses pour quelque information que ce soit présentée dans ce rapport et elle maintient à 100 % son travail de recherche, ses conclusions et ses recommandations.

Lors d'une réunion avec le procureur général à Abuja au début de ce mois, Amnesty International a réitéré ses préoccupations au sujet des graves violations des droits humains commises par les forces de sécurité nigérianes et elle a reçu du gouvernement l'assurance qu'il était en train de mener une enquête.

Amnesty International avait déjà publié au moment du lancement du rapport une déclaration pour répondre aux critiques du gouvernement à son sujet, consultable à l'adresse

<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR44/048/2012/fr/48915321-5e73-427d-bd24-774e6f543c6b/afr440482012fr.html>.

Amnesty International envisage depuis des années d'ouvrir un bureau au Nigeria afin d'y accroître l'impact et la portée de son travail et afin de travailler plus étroitement avec ses membres, sympathisants et militants dans ce pays. Ce travail est en cours et bien qu'Amnesty International ait indiqué aux autorités que telle est son intention, aucune démarche officielle n'a pour l'heure été menée en ce sens.